

La Macédoine vote pour changer de nom et s'ouvrir les portes de l'UE

Contexte

Les Macédoniens diront dimanche par référendum s'ils acceptent que leur pays devienne la "République de Macédoine du Nord", afin de résoudre leur conflit avec la Grèce et de s'ouvrir les portes de l'Otan et l'Union européenne.

Athènes conteste à son voisin, qui a déclaré son indépendance de la Yougoslavie en 1991, le droit de s'appeler "Macédoine". La Grèce revendique ce nom pour sa seule province septentrionale autour de Thessalonique.

En cas de ratification des deux côtés de la frontière, l'accord conclu en juin par les Premiers ministres Zoran Zaev et Alexis Tsipras devrait entraîner la levée du veto grec à l'intégration à l'Otan et aux négociations d'adhésion à l'UE.

■ Les habitants de l'ex-province yougoslave sont appelés aux urnes pour un changement de nom de leur État.

■ Le Premier ministre doit compter sur le soutien de la minorité... albanaise.

■ La minorité slavo-macédonienne de Grèce, elle, est toujours victime de l'ostracisme d'Athènes.

Laurent Geslin
Correspondant dans les Balkans

Le message est martelé dans les journaux, à la télévision et par les régiments de diplomates occidentaux qui défilent dans le pays qui porte encore le nom de "République de Macédoine": toutes les voix comptent pour intégrer l'UE et l'Otan. Dimanche, les citoyens sont appelés à se prononcer lors d'un référendum sur l'accord signé le 17 juin par le Premier ministre social-démocrate Zoran Zaev et son homologue grec Alexis Tsípras sur la "question du nom", qui empoisonne les relations entre les deux pays depuis l'éclatement de la Yougoslavie, en 1991. Seule la validation de ce compromis, qui prévoit que la Macédoine prenne l'appellation de "Macédoine du Nord", suivi par un changement constitutionnel ratifié par les deux tiers des députés, pourraient lever le veto grec aux intégrations euro-atlantiques. Dans les rues de Skopje, des drapeaux aux couleurs de l'Union ont été accrochés aux fenêtres des immeubles modernistes de l'époque yougoslave et des pancartes invitent la population à rejoindre la "famille européenne".

Mobilisation

La participation est l'enjeu numéro un du scrutin, qui sera invalidé s'il ne rassemble pas 50 % des

inscrits. Depuis son accession à l'indépendance, la Macédoine subit une véritable saignée démographique et, chaque année, des dizaines de milliers de jeunes prennent le chemin de l'exil. Selon les données officielles des autorités, les listes électorales compteraient 1,8 million d'électeurs, alors que la population du pays pourrait déjà être inférieure à ce total. Pour valider le référendum, le Premier ministre va donc devoir élargir sa base électorale et compter sur le soutien de la minorité albanaise, qui représenterait 25 % de la population. *"Le problème du nom de la Macédoine n'intéresse pas les Albanais, explique Arsim Zakolli, ancien ambassadeur du pays à l'OSCE. En revanche, ce sont de fervents partisans de l'intégration à l'UE et à l'Otan, toujours perçus comme des alliés face aux Serbes."* Les Albanais voteront donc "oui" à la question posée, mais combien seront-ils à se rendre aux urnes ?

Du côté de l'opposition, on ne se prive pas de fustiger le Premier ministre Zoran Zaev, accusé de "trahir" l'identité macédonienne. Durant une décennie de règne autoritaire, les conservateurs du VMRO-DPMNE, chassés du pouvoir après les législatives de décembre 2016, ont joué la carte du nationalisme, excitant les tensions avec la Grèce. Aujourd'hui, Hristijan Mickoski, le chef du parti, n'a pas appelé ses partisans à se déplacer aux urnes, les

laissant "démocratiquement" faire leur choix en toute conscience.

Fracture populaire

"En liant la question du nom aux intégrations à l'UE et à l'Otan, le gouvernement prend la population en otage, explique-t-il. Les citoyens macédoniens sont favorables à ces intégrations, mais pas au prix d'un reniement de leurs racines." Après trois décennies d'une interminable transition, alors que l'économie macédonienne peine à se relever de la crise financière de 2008, la question identitaire reste bien souvent le seul socle sur lequel se reposer.

"Ces dernières années, alors que le VRMO-DPMNE semblait dans l'autoritarisme pour s'accrocher au pouvoir, une fracture s'est ouverte à l'intérieur de la communauté macédonienne. Le refus de tout compromis avec la Grèce pourrait entraîner par ricochet un rejet de l'UE et de l'Otan", confirme Artan Sadiku, membre du mouvement d'extrême gauche Solidarnost. Le débat occupe de fait la totalité de l'espace médiatique, divise familles et amis. *"Nous avons survécu durant 30 ans et il faudrait que l'on se couche devant la Grèce, alors que l'intégration européenne n'arrivera pas avant une ou deux décennies ?"*,

s'emporte Vlado, attablé à un café du centre de Skopje. De fait, le Premier ministre Zoran Zaev a dû se contenter de vagues promesses lors du Sommet européen du 28 juin 2018 : l'ouverture des négociations ne deviendra effective qu'en juin 2019, mais à condition que les capitales européennes le décident à l'unanimité.

Officiellement candidate à l'UE depuis décembre 2005, la Macédoine est loin d'entrevoir le bout du chemin. Au sein des organisations de la société civile, on se prend pourtant à rêver de réformes qui pourraient favoriser l'émergence d'un État de droit fonctionnel et protecteur. *"Le processus d'intégration doit nous aider à réformer notre justice, toujours sous la coupe des dirigeants politiques",* explique Uranija Pirovska, responsable du bureau local du Comité Helsinki. *"Nous avons besoin d'une aide extérieure pour sortir du cercle clientéliste dans lequel nous sommes tombés depuis l'indépendance."* Reste à savoir si ces promesses d'un meilleur avenir, déjà tant de fois répétées, suffiront à pousser la population vers les bureaux de vote.

En Grèce, la galère quotidienne des Slavo-Macédoniens

Reportage Angélique Kourounis
Envoyée spéciale à Florina (nord de la Grèce)

L'immeuble est laid. Les murs ont une couleur indéfinissable. Sur le côté, à l'extérieur, une pancarte pas bien grande. Écrite en trois langues, grec, anglais, slavo-macédonien, elle annonce le parti Arc-en-ciel, formation de la minorité slavo-macédonienne de Grèce non reconnue et violemment réprimée dans le passé.

Pavlos Voskopoulos, membre fondateur, se souvient de ces années de plomb. *"Ils ont brûlé nos locaux, tous ensemble, la mairie, la police, les gens, parce qu'on avait fondé un parti et posé une pancarte sur le mur de l'immeuble. On a été sauvés in extremis. Administrativement, on était stigmatisés. 'SF' (Slavo-Macédonien), partout ces deux lettres nous suivaient. Impossible de travailler dans la fonction publique ou de monter en grade à l'armée, on était, comme ils disent, 'bilingues'. Idem dans le clergé, pas un seul métropolitain (évêque) 'bilingue', même dans nos régions peuplées à 70 % de slavo-macédoniens."*

Le chiffre est impossible à vérifier. Au ministère grec des Affaires étrangères, on le rejette catégoriquement. On met en avant l'accord sur le nom qui met fin à 27 ans de tensions et on joue sur le fait que l'écrasante majorité de cette minorité qu'Athènes désigne sous le nom de "bilingue" "est de conscience grecque" ce qui est exact.

On le serait à moins. L'une des constantes du pays depuis 1913, date à laquelle, après deux guerres balkaniques, presque 52 % du territoire macédonien a été cédé à la Grèce, est d'ignorer cette minorité et de l'helléniser de force.

Petros Vassiliou, du village de Xinanera, à une heure de route de Florina, est toujours en colère. *"Notre langue a toujours été interdite. J'ai commencé à parler le grec à 5 ou 6 ans. À la maison, on ne parlait que le macédonien. À l'époque, il n'y avait pas d'école maternelle dans le pays, sauf ici*

où il y en avait quatre par ville et une par village. Vous imaginez ? On nous y envoyait le matin tôt et on rentrait tard le soir. On dormait et on mangeait là-bas toute la journée. Ils voulaient nous couper de notre environnement familial. On rentrait fatigués, on allait dormir et le lendemain ça recommençait. Tout était fait pour nous faire oublier notre histoire et notre langue, qu'ils considéraient comme un patois."

Éloignement forcé

À l'assimilation forcée s'ajoute la séparation des familles. Au début, il s'agissait de consolider l'assise d'Athènes dans la région, car la population grecque y était minoritaire. Plus tard, à la fin de la guerre civile, en 1949, quand des dizaines de milliers de slavo-macédoniens ont été chassés du pays avec les communistes grecs avec qui ils avaient combattu, il s'agissait de punir ces communautés d'avoir tenté de

créer un état macédonien, qui aurait amputé la Grèce d'une grande partie de son territoire. Dans les Balkans, on a la mémoire féroce. Si les communistes grecs ont pu rentrer au pays en 1982 avec l'arrivée des socialistes au pouvoir, les slavo-macédoniens et leurs descendants, eux, sont toujours bannis, leurs biens confisqués.

La famille de Petros a été séparée de part et d'autre des frontières. *"Ma mère avait quatre cousins germains, tous avaient été des partisans. À ce jour, ils n'ont pas pu revenir, pas même pour l'enterrement de ma mère. Les cousins de mon père, qui ont fui vers la Bulgarie, ne peuvent toujours pas revenir non plus. Il y a des gens à qui des années plus tard on a confisqué leur nationalité grecque et cela continue encore"*.

Aujourd'hui, après de multiples condamnations de l'État grec par la Cour européenne des Droits de l'homme, la minorité peut écouter sa musique, faire des fêtes et parler sa langue maternelle (que les Grecs désignent toujours comme "bulgare") dans les lieux publics. De leur côté, les Slavo-Macédoniens appellent "turcs", avec le même mépris, les réfugiés grecs d'Asie-Mineure arrivés en 1922 et installés dans ces régions pour inverser la courbe démographique.

La guerre des noms

Si depuis 1982 les Slavo-Macédoniens peuvent travailler dans l'administration, ils ne peuvent toujours pas retrouver leurs véritables noms. *"On est plusieurs à faire des démarches administratives pour changer cette donne. On a été jusqu'au Conseil d'État parce qu'on veut retrouver nos patronymes. J'ai fait la demande pour m'appeler Pavlos Voskopoulos Filipov. La demande a été rejetée deux fois.*

L'Église ne nous laisse même pas baptiser nos enfants comme on veut. Si des parents veulent baptiser leur enfant Stoian, au lieu de Yanni, l'Église a donné ordre aux popes de le refuser car le calendrier orthodoxe n'a pas de saint de ce nom."

Évidemment, rien de tout cela n'est connu de la population grecque. L'histoire en Grèce s'arrête en 1945 dans les manuscrits scolaires. Pour l'historien Leonidas Errikos, c'est le fond du problème. *"C'est un choc quand on apprend d'un coup qu'une grande partie de la Grèce du Nord était peuplée d'orthodoxes non grecophones"*.

Le parti Arc-en-ciel ne veut ni changements de frontières ni changement du nom de la République de Macédoine, mais la reconnaissance de la minorité slavo-macédonienne de Grèce, le respect de ses droits, et surtout que les exilés chassés en 1949 et leurs descendants puissent enfin rentrer chez eux dans leurs villages désormais déserts.